MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DU MALI Un Peuple - Un But - Une Foi

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS



RAPPORT ANNUEL 2021 DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Analyse des Recettes de la DGI du 1er janvier au 31décembre 2021

En fin décembre 2021, la DGI a réalisé 989,072 milliards de FCFA sur un objectif annuel de 987,122 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 100,2% et un écart absolu positif de 1,950 milliards de FCFA. Ces réalisations sont supérieures à celles de l'année 2020 qui étaient de 921,160 milliards de FCFA sur un objectif de 891,325 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 103,35% et un écart absolu positif de 29,835 milliards de FCFA. Comparées aux réalisations de 2020, on enregistre une hausse des recettes en 2021 de 67,912 milliards de FCFA.

La réalisation de ces objectifs de recettes a été mise en œuvre suivant le calendrier ci-après :

Mois	2021	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
Prévis	987,122	56,044	72,868	95,234	90,424	87,697	89,711	82,665	72,318	74,016	77,333	87,877	100,936

A. ANALYSE GENERALE:

Au 31 décembre 2021, la DGI a globalement recouvré un montant de 989,072 milliards de FCFA pour un objectif annuel de 987,122 milliards, soit un taux de réalisation de 100,20%.

Le tableau suivant donne la situation des réalisations cumulées au 31 décembre sur la période de 2010 à 2021.

Tableau 1 : taux de réalisation de 2010 à 2021.

Année	Réalisations au 31 décembre	Objectifs annuels	Taux de réalisation
2013	470 806	521 300	90%
2014	561 326	558 400	101%
2015	631 235	630 000	100%
2016	722 837	720 000	100%
2017	792 240	790 940	100%
2018	632 670	845 602	74,82%
2019	920 694	910 700	101,10%
2020	921 160	891325	103,35%
2021	989 072	987 122	100,20%

Ce tableau fait ressortir que le plus fort taux de réalisation annuelle sur la période visée ci-dessus est celui de 2020, soit 103,35%.

1. Evolution comparative des recettes de la DGI et du PIB au cours des dix (10) dernières années :

Les recettes de la DGI ont évolué de 370,34 milliards de Francs CFA en 2010 à 989,072 milliards en 2021 avec une moyenne annuelle de 599,74 milliards entre 2010 et 2021. Le taux de croissance annuel moyen des recettes est de 12,17% sur la période.

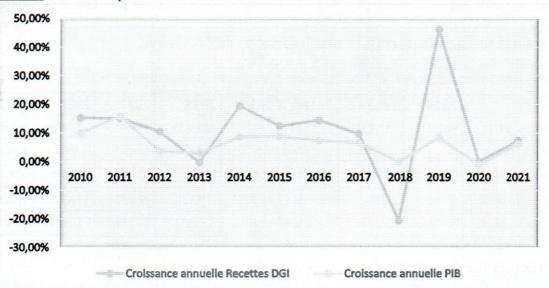
Au cours de la même période, le PIB est passé de 5 288,9 milliards de Francs CFA en 2010 à 10 227 milliards de Francs CFA en 2019 avec une croissance annuelle moyenne géométrique de 7,90%.

<u>Tableau N°2</u>: Evolution comparée des recettes de la DGI et du PIB courant de 2010 à 2021.

Année	Recettes annuelles DGI	PIB COURANT	Croissance annuelle Recettes DGI	Croissance annuelle PIB
2010	370,34	5 288,90	15,30%	10,00%
2011	426,17	6 123,90	15,10%	15,80%
2012	470,81	6 352,40	10,50%	3,70%
2013	469,87	6 543,90	-0,20%	3,00%
2014	561,33	7 113,80	19,50%	8,70%
2015	631,23	7 747,70	12,50%	8,90%
2016	722,84	8 321,80	14,50%	7,40%
2017	792,73	8 868,40	9,70%	6,60%
2018	629,82	9 444,6	-20,55%	5,0%
2019	920,694	10238	46,18%	8,40%
2020	921,16	10138	0,05%	-0,98%
2021	989,07	10763	7,37%	6,16%
Moyenne	661,47673	6 553	17,87%	4,53%

NB: les montants sont en milliards de Francs CFA.

Graphique N°1: Courbes représentatives de l'évolution des taux de croissance annuel



Commentaires: d'une année à l'autre, la croissance des recettes de la DGI est généralement plus accentuée que celle du PIB courant. Les années 2013 et 2018 peuvent être considérées comme une exception dans l'évolution des recettes de la DGI ce qui est conforme aux réalités sociopolitiques résultant des évènements de mars 2012 et du contexte électoral de 2018.

B. ANALYSE DES RECETTES A FIN DECEMBRE:

Comme indiqué ci-dessus, les prévisions de recettes assignées à la Direction Générale des Impôts (DGI) à fin décembre 2021 étaient de 987,122 milliards de FCFA. Les réalisations totales au 31 décembre 2021 se sont chiffrées à 989,072 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,2% et un dépassement de 1,950 milliards de Francs CFA.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des recettes de l'exercice 2021 par grandes masses par rapport aux prévisions :

Tableau 3 : Réalisations au 31 décembre 2021 (Montants en millions de Francs CFA)

Désignation	Impôts Directs	Impôts Indirects	Enreg. &Timbre	Total
Prévisions	474 303	476 818	36 001	987 122
Réalisations	578 532	374 269	36 271	989 072
Taux Réalisé	121,98%	78,49%	100,75%	100,20%
ECART	104 229	-102 549	270	1 950

L'analyse de ce tableau de réalisations laisse apparaître en 2021 les constats suivants :

1. Une bonne tenue des impôts directs:

On constate en effet que les réalisations en matière d'impôts directs sont au-delà des prévisions pour un montant de 104,229 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 121,98%. En effet, les réalisations en matière d'impôts directs ressortent à 578,532 milliards de FCFA au 31 décembre 2021, soit 58,49% des recettes recouvrées par la DGI. Ce qui démontre que la performance de notre système fiscal est dominée par les impôts directs, principalement par l'impôt sur les sociétés (IS) qui représente en moyenne 27% des recettes et l'impôt sur les traitements et salaires (ITS) qui représente en moyenne 13% des recettes de la DGI

On note aussi un accroissement régulier (à l'exception de 2018) des recettes en matière d'impôts directs qui passent de 324,048 milliards en 2014 à 578,532 milliards en 2021 avec des taux d'accroissement de 2,09% en 2015 et 13,84% en 2017. Toutes choses qui dénotent des efforts du service pour l'élargissement de l'assiette et l'optimisation des apports de tous les secteurs de l'économie.

L'analyse ci-dessus est résumée dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 : apport dans les recettes de 2015 à 2021, en matière d'impôts directs(en millions de FCFA)

Libelle	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total recettes DGI	561 325	631 234	722 837	792 729	632 635	919 455	921 160	989 072
Taux d'accroissement		12,45%	14,51%	9,67%	-20,20%	45,34%	0,19%	7,37%
Total Impôts Directs	324 048	330 828	367 716	418 606	338 574	471 573	563 198	578 532
Taux d'accroissement		2,09%	11,15%	13,84%	-19,12%	39,28%	19,43%	2,72%
Part dans les recettes	57,73%	52,41%	50,87%	52,81%	53,52%	51,29%	61,14%	58,49%

2. <u>Une contreperformance des impôts indirects :</u>

Les recouvrements s'élèvent à près de 79% des prévisions. Cette contreperformance est due essentiellement à l'impact de la crise sanitaire sur le recouvrement des impôts indirects. Les réalisations en matière d'impôts indirects s'élèvent à près de 38% des recettes recouvrées par la DGI. Cette contreperformance est essentiellement due aux postes TVA privée, ISCP/Boisson Alcoolisée et l'ISCP/Boisson Gazeuse qui enregistrent des taux de réalisations respectifs de 69,58%, 34,23% et 28,75. La contre-performance de la TVA s'explique essentiellement par les difficultés liées au remboursement des crédits de TVA et aux restes à recouvrer issus des déclarations non suivies de paiement en 2019 de certaines grosses sociétés en occurrence l'Energie du Mali (EDM - SA)

3. Une performance des droits d'enregistrement et de timbre :

Les recouvrements s'élèvent à près de 101% des prévisions. Cette performance est due essentiellement aux droits de timbre qui s'élèvent à 22,112 milliards sur une prévision de 21,389 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 103,38%. Quant aux droits d'enregistrement, ils enregistrent un taux de réalisation de 98,72%. Vue le dispositif de suivi mise en place, notamment la gestion informatisée des contrats et marchés et l'interconnexion avec les services du budget et du contrôle financier, une baisse des droits d'enregistrement ne peut s'expliquer que par une diminution de contrats à l'enregistrement et une prépondérance des contrats et marchés financés sur ressources extérieures et exonérés à ce titre. Le

dépouillement des marchés et contrats présentés à la formalité d'enregistrement a permis de comprendre le poids important des marchés et contrats à financement extérieur.

4. Poids des compensations dans les recettes de la dgi :

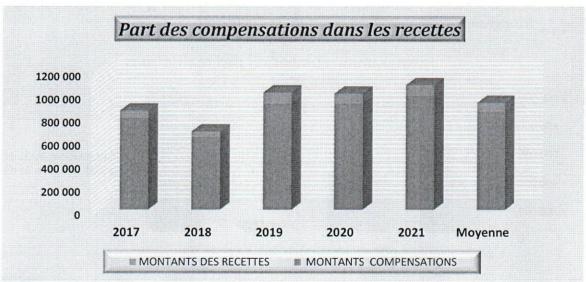
Le tableau ci-dessous donne l'évolution de la part des compensations dans les recettes de la DGI de 2017 à 2021, ainsi que la moyenne observée sur la période.

Tableau 5 : Situation Des Compensations Sur Les Realisations

PERIODES	MONTANTS DES RECETTES	MONTANTS COMPENSATIONS	TAUX	
2017	792 730	65 668	8,28%	
2018	632 722	45 042	7,12%	
2019	919 455	97 388	10,59%	
2020	921 160	85 000	9,23%	
2021	989 072	91 550	9,26%	
Moyenne	851 028	76 930	9,04%	

NB: Les montants sont en millions de FCFA

Graphique 2 : Evolution de la part des compensations dans les recettes de la DGI de 2017 à 2021



Commentaires: Ce tableau et ce graphique montrent que les compensations représentent en moyenne 9,04% des recettes de la DGI sur la période 2017- 2021. Le plus fort taux de compensations a été observé en 2019 avec 10,59%. Toutes les autres années présentent un taux de compensation inférieur à 10% des recettes recouvrées.

Il convient de signaler que les retenues à la source de certains impôts et taxes effectuées par le Trésor public sont considérées à tort comme des recettes encaissées ou recouvrées par compensation. Il s'agit notamment de :

- la retenue de TVA effectuée sur les marchés publics (article 445 nouveau du Livre de Procédures Fiscales);
- la retenue effectuée au titre de l'ITS dû sur les salariés du secteur public ;
- ♣ la retenue effectuée au titre des droits d'enregistrement sur les marchés et contrats résultant de décisions administratives ayant pour effet de reporter la perception desdits droits au paiement des mandats.

C. Analyse comparative avec l'exercice 2020 :

1. Analyse comparative par grande masse:

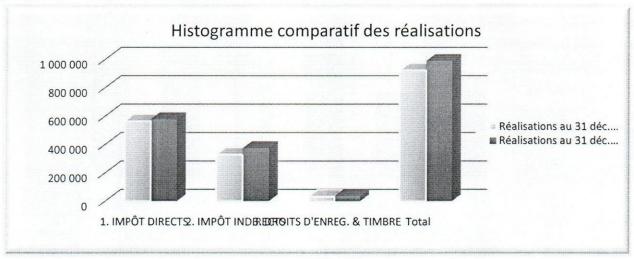
De l'analyse du tableau 6 ci-dessous, il apparaît un accroissement des recettes globales de 7,37% en 2021 par rapport à l'exercice 2020.

Par grandes masses, le plus fort taux d'accroissement est observé au niveau des droits d'enregistrement et de timbre avec 17,07% et un écart absolu de 5,289 milliards de FCFA, en seconde position les impôts indirects avec un taux d'accroissement de 14,46% et un écart absolu positif de 47,289 milliards de FCFA. Quant aux impôts directs, ils enregistrent le plus faible taux d'accroissement par rapport à leur niveau de 2020 avec 2,72%, avec un écart absolu positif de 15,334 milliards de FCFA.

Tableau 6 : réalisations au 31 décembre 2020 comparées aux réalisations au 31 décembre 2021 (en millions de FCFA) :

LIBELLE	Réalisations au 31 déc.2020	Réalisations au 31 déc. 2021	Ecart	Taux d'accroissement
	(a)	(b)	(c) = (b-c)	(e) = (c/a)%
1. IMPÔT DIRECTS	563 198	578 532	15 334	2,72%
2. IMPÔT INDIRECTS	326 980	374 269	47 289	14,46%
3. DROITS D'ENREG. & TIMBRE	30 982	36 271	5 289	17,07%
TOTAUX (1+2+3)	921 160	989 072	67 912	7,37%

Le graphique ci-dessous montre l'évolution comparée des réalisations par grandes masses en 2020 et 2021. <u>Graphique 3 : Histogramme comparatif des réalisations 2020/2021</u>



Commentaires : L'analyse de ce graphique montre une hausse au niveau de toutes les grandes masses d'impôts par rapport à 2020.

ETAT D'EXECUTION DU PLAN STRATEGIQUE AU 31 DECEMBRE 2021

« La DGI est une administration publique performante offrant la meilleure qualité de services »

Telle est la vision de la Direction Générale des Impôts (D G I), et qu'elle entend matérialiser sur la période 2019-2021 par la mise en œuvre d'un Plan stratégique (PS).

L'analyse du contexte et les diverses interventions de nos partenaires ont été les éléments de référence dans la déclinaison de trois enjeux complémentaires sur lesquels la DGI souhaite intervenir au cours des prochaines années. Les orientations stratégiques qui y sont présentées en constituent les lignes directrices pour guider les structures de l'organisation vers l'atteinte des résultats attendus.

Les efforts de la DGI pour transposer cette vision en réalité et donc en résultats, s'articulent autour des quatre orientations retenues dans ce PS, à savoir :

- → Contribuer à l'amélioration des recettes budgétaires par un élargissement de l'assiette fiscale ;
- Favoriser un environnement propice au civisme fiscal;
- Renforcer le professionnalisme des agents comme étant un préalable à la performance ;
- ≠ Poursuivre l'application des règles de bonne gouvernance.

Les orientations du PS de la DGI s'inscrivent en droite ligne des orientations stratégiques du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable du Mali (CREDD), de la stratégie de Changement pour une Gestion Performante des Finances Publiques (**PREM 2019 - 2021**) et du Programme.

Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale

Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali

Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place

Activités	Indicateur de l'extrant	Indicateur de résultat	Résultat atteint	Observations	Structures responsables
textes portant création, organisation et	création, organisation et modalités de	Les textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement des unités spécialisées sont disponibles	Réalisée	Des séances de formation ont été organisées à l'endroit des inspecteurs vérificateurs et des inspecteurs des services du contentieux de la DGE et de la DID.	DLFC/DPFP
Diffuser les textes adoptés sur les prix de transfert			Réalisée.	Les textes sur les prix de transferts ont été diffusés	DLFC/CRPC
Diffuser le calendrier de formation sur les textes adoptés sur les prix de transfert	Le calendrier de formations des agents sur les prix de transfert diffusé sur intranet		Réalisée	Le calendrier de formation a été diffusé à travers l'intranet	CRPC
Assoir une véritable fiscalité foncière	Fiscalité foncière encadrée et maîtrisée	Le cadre légal et réglementaire est disponible	Réalisée		DLFC

Valider le rapport provisoire du consultant et les projets de textes en vue de la fiscalisation du secteur agricole	Entreprises agricoles fiscalisées	Le rapport final du consultant est disponible.	Réalisée	Le rapport provisoire du consultant a été validé. Des rencontres de restitution ont qui ont été organisées sur le contenu du rapport ont permis de le valider. Une seconde étude a été lancée pour déterminer les marges bénéficiaires dans le secteur agricole en vue de sa fiscalisation. Le rapport final a été transmis au Cabinet du Ministre de l'Economie et des finances	DLFC
communication écrite sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole	sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole est élaborée		100%		DLFC
Mettre en œuvre les recommandations des études concernant la fiscalisation des entreprises agricoles	Le secteur agricole est fiscalisé	Recommandations des études mises en œuvre	Non réalisée	Le rapport final du consultant ainsi que les recommandations de l'étude sur la fiscalisation du secteur ont été validés et transmis au MEF. Cependant, compte tenu de la spécificité de ce secteur, la mise en œuvre des conclusions et recommandations de l'étude a été suspendue.	DGI/MEF
Élaborer les plans de communication interne et externe sur les entreprises agricoles fiscalisées	Plan de communication sur la fiscalisation des entreprises agricoles est disponible		Non réalisée	Le rapport du consultant est disponible ainsi que les projets de textes législatifs et règlementaires sur la fiscalisation des entreprises agricoles ont été validés par la DGI et ont été communiqués au Cabinet du MEF. En absence de l'adoption d'une nouvelle législation sur ce secteur, aucun plan de communication n'a été préparé sur le sujet.	CRPC
 Diffuser les textes adoptés sur les entreprises agricoles fiscalisées	Textes sur la fiscalisation des entreprises agricoles préparés.		Non réalisée	Les projets de textes sur la fiscalisation des entreprises agricoles ont été préparés, mais n'ont pas encore été adoptés.	CRPC

Extrant 1	En collaboration avec les services opérationnels, localiser les opérateurs non immatriculés pour lesquels la DRE dispose des renseignements à partir des sources : toujours privilégier les renseignements les plus importants 1.3: Commerce éléction des services : 1.3: Commerce éléction de services : 1.3: Commerce éléction de services services : 1.3: Commerce éléction de services :	Les opérateurs non immatriculés pour lesquels la DRE dispose des renseignements à partir des sources : toujours privilégier les renseignements les plus importants sont localisés	Les opérateurs non immatriculés sont localisés et leur liste est disponible	Réalisée	Le traitement des annexes 1.1 de la TVA a permis de découvrir des contribuables considérés par certaines structures comme inactifs. A cet effet des correspondances ont été adressées aux structures concernées pour leur indiquer les opérations réalisées par ces contribuables. A ce jour les structures n'ont pas donné suite à ces correspondances.	DREAV
	Valider l'Etude sur la fiscalisation du Commerce électronique	Le rapport sur la fiscalisation du commerce électronique est validé	Le rapport de l'Etude sur la fiscalisation du commerce électronique est disponible	Réalisée	La DGI a réalisé une étude sur la nouvelle économie. Le rapport de cette étude a été validé. Le rapport a fait trois recommandations, à savoir : i) mettre en place des outils statistiques de mesure de l'activité des sociétés du numérique ; ii) instaurer une taxe à l'importation sur les téléphones sous forme de précompte par les opérateurs de télécommunications; iii) instaurer une taxe de 0,25% sur les transactions financières effectuées par téléphone (mobile money).	DLFC
	communication verbale sur les	sur la fiscalisation du commerce électronique	sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du commerce électronique est	Réalisée		DLFC

textes fiscaux applicables au commerce électronique	élaborés	applicables au commerce électronique sont disponibles	Réalisée	Les concertations sont en cours avec les services relevant du Ministère en charge de l'Economie numérique en vue de la mise en œuvre des conclusions de l'étude sur la fiscalisation du commerce électronique.	DLFC
Élaborer les plans de communication interne et externe sur le commerce électronique	Préparer le plan de communication interne et externe sur le commerce électronique	Plan de communication disponible	Non réalisée	En lieu et place d'une vraie législation sur le sujet, il y a eu l'introduction de la notion d'établissement fiscal numérique à travers l'annexe fiscale à la loi de finances 2019.	CRPC
Préparer les textes relatifs à l'imposition du commerce électronique		Textes réglementaires relatifs à l'imposition du commerce électronique disponible	Non réalisé	Néanmoins l'annexe fiscale à la loi no 2018-072 du 21 décembre 2018 a fait l'objet d'une très large diffusion à travers Intranet et le site web de la DGI.	DFLC
Diffuser le calendrier de formation sur les textes adoptés portant sur l'imposition du commerce électronique		Programme de diffusion disponible	Non réalisée	En cours	CRPC
Élaborer des politiques fiscales en la matière		Politique fiscale disponible	Non réalisée		DPES/DLFC
Extrant 1.1.4: Prise en comp	ote du secteur informel an	nélioré			
Valider l'étude sur l'étude sur l'imposition du secteur informel	L'étude sur la fiscalisation du secteur informel est validée	Le rapport de validation de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel est disponible	Réalisé	Les séances de validation du rapport sur le secteur informel ont été organisées avec la participation de l'ensemble des acteurs. L'étude sur la fiscalisation du secteur informel a été validée.	DLFC

conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel	verbale sur les	•	Réalisée		DLFC
Élaborer les plans de communication interne et externe sur la prise en charge améliorée du secteur informel		Plan de communication disponible	Non réalisée	Le plan de communication interne et externe portant sur la prise en charge de l'imposition du secteur informel n'a pas été élaboré.	CRPC
	Le projet de loi instituant une véritable taxe foncière est élaboré	Le projet de loi relatif à la fiscalisation du secteur informel est disponible	Réalisée	Les propositions de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel ont été prises en compte dans le projet de code général des impôts refondu. Un taux de 5% applicable au chiffre d'affaires a été retenu pour l'imposition des entreprises ayant pour activités l'orpaillage traditionnel et un taux de 3% a été retenu pour tous les autres cas relevant l'impôt synthétique.	DLFC
Diffuser le document sur la prise en charge du secteur informel		Programme diffusion disponible	Non réalisée		CRPC
Former les agents sur les procédures d'imposition du secteur informel	on des services poursuivi	Nombre d'agents formés	Non réalisée		CRPC

In	Mettre en place un comité pour procéder au transfert des dossiers de l'ex- DME à la DGE et de la DGE aux CIME1 et CIME2	La Décision de création est prise	Un comité a été mis en place par Décision du DGI	Un chronogramme de transfert de dossiers a été élaboré et mis en œuvre.	75 dossiers ont été transférés de la DID vers la DGE	Bureau Audit/DID/DI
	Mettre en place un comité pour procéder au transfert des dossiers de l'ex- DME aux CIME1 et CIME2	La Décision de création est prise	Un comité a été mis en place par Décision du DGI	Un chronogramme de transfert de dossiers a été élaboré et mis en œuvre.		Bureau Audit/DID/DI
	Élaborer les plans de communication interne et externe sur les services déconcentrés	Plan de communication sur la Loi portant sur la réforme organisationnelle de la DGI préparé.	Plan de communication disponible	Réalisée	Les Décrets N° 2019-0978/P-RM; 2019-0980/P-RM et 2019-0982/P-RM du 19 décembre 2019 ont fait l'objet d'une large diffusion en version papier et aussi à travers les sites intranet et internet de la DGI.	CRPC/DFLC/D PFP
	Installation de la Cellule Télé- Services Fiscaux	Aménager les locaux, évaluer les besoins en personnel et équipements	Cellule Télé-Services Fiscaux installée et équipée	Réalisée en mars et avril 2021	\$ x	DGI/CTS/CAM F
	Renforcer les capacités des agents de la CTS	Préparer les modules de formation et assurer la formation	Cadres et agents de la CTS formés	Réalisée pendant les mois de mai, juin et juillet 2021		CAMF/CTS/DP FP
	Renforcer les capacités des cadres et agents des CIME1 et CIME2 sur les télé-procédures	Préparer les modules de formation et assurer la formation sur les télé- procédures	Cadres et agents des CIME1 et CIME2 formés sur les télé-procédures	Réalisée pendant les mois de mai, juin et juillet 2021		CAMF/CTS/DP FP

	Renforcer les capacités des cadres et agents des CIME1 et CIME2 sur les fonctionnalités de E-impôt	Préparer les modules de formation et assurer la formation sur les fonctionnalités de E- impôt	Cadres et agents des CIME1 et CIME2 formés sur les fonctionnalités de E-impôt	Réalisée pendant les mois de mai, juin et juillet 2021		CAMF/CTS/DP FP
	Sensibiliser des contribuables à s'inscrire à E- impôt	Préparer les programmes de sensibilisation des contribuables à s'inscrire à E-impôt	Contribuables sensibilisés à s'inscrire à E-impôt	Réalisée pendant les mois de mai, juin et juillet 2021	, i i	CAMF/CTS/DP FP
	Inscription de tous les contribuables de la Direction des Grandes Entreprises à E- impôt	Préparer le canevas d'inscription des contribuables de la DGE à E-impôt	Contribuables de la DGE inscrits à E-impôt	Réalisée pendant les mois de mai, juin et juillet 2021		CAMF/CTS/DP FP/DGE
10	Sélectionner la banque gestionnaire du compte télépaiement		Banque sélectionnée pour la gestion du compte télépaiement	Réalisée pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre 2021		CAMF/CTS/DG I
	Sélectionner le prestataire pour la finalisation du développement de la plateforme		Prestataire sélectionné pour la finalisation du développement de la plateforme	Réalisée pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre 2021		CAMF/CTS/DG I
	Finalisation et adoption des documents d'encadrement des télépaiements		Documents d'encadrement des télépaiements adoptés	Réalisée pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre 2021	×	CAMF/CTS/DG I
	Diffuser les textes adoptés sur la déconcentration des services	Diffuser les textes adoptés sur la déconcentration des services	Textes diffusés	Réalisée		CRPC/DFLC/D PFP

Mettre en place la Division des Enquêtes	Evaluer les besoins de la Division des Enquêtes	La Division des Enquêtes mise en place et opérationnelle	Réalisée	La Division des Enquêtes a été créée, mise en place et est opérationnelle depuis mars 2021.	DFLC/DREAV
Renforcer les capacités des agents des Divisions Enquêtes et Recherche sur les procédures de recherche et d'enquêtes fiscales	Préparer les modules de formation et identifier les agents à former	Modules de formation élaborés	Réalisée	Les agents de la Division des enquêtes ont reçu la formation sur la recherche les procédures d'enquêtes fiscales. La formation a été animée par des experts Burkinabé. Les modules développés sont les suivants : - problématique de l'enquête et de la recherche du renseignement fiscal ; - l'information et la compréhension uniforme des techniques de recherches et d'enquêtes fiscales ; - les méthodes et les procédures d'enquêtes du renseignement fiscal ; - les techniques de collecte du renseignement fiscal par l'exploitation des comptables	DPFP/DREAV
Renforcer les capacités des vérificateurs sur divers thèmes	Identifier les thèmes des formations et les agents à former	Modules de formation élaborés	Réalisée	27 vérificateurs ont reçu des formations sur les thèmes suivants : Prix de transfert, banques, assurances	DPFP/DREAV
Mettre en place un mécanisme de suivi et d'exploitation des renseignements	Préparer le mécanisme crédible et efficace de suivi et l'exploitation des renseignements	Mécanisme crédible et efficace de suivi et l'exploitation des renseignements disponible	Réalisée	Les renseignements mis à la disposition des structures de recettes sont exploitées.	DREAV

	Collecter les		T	TR / U /	T	
				Réalisée	Les annexes 1.1 de TVA déductibles	DREAV
	renseignements				concernant la TVA facturée sur les achats	
	sur les clients et				intérieurs de biens, sur les importations	
	fournisseurs des				de marchandises ainsi que sur les services	
	plus grandes	2			autres que les biens d'investissement	
	entreprises qui				jointes aux déclarations mensuelles de	
	n'ont pas déposé				Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés	
	ces états				minières et leurs sous-traitants sont	
	financiers		24		traitées mensuellement et mises à	
					disposition des structures opérationnelles.	
			-		Toutefois, aucune structure n'a	
1					communiqué les résultats de	
					l'exploitation des annexes 1.1qui lui ont	
					été transmises en 2021.	
	En collaboration		*	Réalisée	Le traitement des annexes 1.1 de la TVA	DREAV
	avec les services	l l			a permis de découvrir des contribuables	
10	opérationnels,				considérés par certaines structures	
	localiser les				comme inactifs. A cet effet, des	
	opérateurs non				correspondances ont été adressées aux	7
	immatriculés et				structures concernées pour leur indiquer	ę.
	non localisés			in the second se	les opérations réalisées par ces	
	pour lesquels la				contribuables. A ce jour, les structures	y=
	DREAV dispose				n'ont donné suite à ces correspondances.	
	des					
9	renseignements à					
	partir des					
	sources; toujours					
	privilégier les					
	renseignements					
	les plus					
	importants					

Mobiliser en	Réalisée En 2021 le programme de vérification	DREAV
interne des	générale de comptabilité porte deux mill	
compétences		
	six cent un (2 601) contribuables réparti	S
techniques	comme suit entre les structures	
ciblées pour le	opérationnelles: Direction des Grandes	
suivi de certains	Entreprises (DGE) 552;la Direction des	
secteurs d'	impôts du District (DID) 1 766 et les	
activité dont les	Directions Régionales des Impôts (DRI)	
caractéristiques	283 .En ce qui concerne le programme d	e
technologiques	contrôle sur pièces, il a porté sur mille	
ou autres rendent	huit cent trente-quatre (1 834)	
difficile le	contribuables répartis comme suit entre	
contrôle	les structures opérationnelles Direction	
(téléphonie	des Grandes Entreprises (DGE) 49;la	
finances	Direction des impôts du District (DID) 1	
extraction	392 et les Directions Régionales des	
minière etc)	Impôts (DRI) 475. Les différentes	
,	structures d'assiettes on fait le point des	
	résultats obtenus communiques par	
	structure d'assiette et par nature de	
,	contrôles effectués (vérification de	
	comptabilité sur place, contrôle sur pièce	
	et ciblés)	75
Réaliser et	La lutte contre la fraude et l'évasion	
coordonner les	fiscale constitue une mission essentielle	
 opérations de	de la DREACV.A cet égard:-les	
contrôle externe		
	programmes de vérification sont établis	
pour mieux lutter	sur la base de dossiers présentant une	
contre la fraude	présomption de risque de fraude très	
	élevé;-Le programme de recherches est	
	sur la base de sources pouvant nous	
	fournir un maximum de renseignements	
	sur les contribuables. Lors de la révision	
	des dossiers par la Division Appui	
	Conseil à la Vérification il est	
	systématiquement fait recours aux	
	recoupements des données dans SIGTA	S
	et autres recoupements (CMRIEF).	

Réactiver la		Réalisée	La brigade Mixte Impôts et douanes créée	
coopération entre			par décision n°2014 0120/MEF-SG du	
la DGI et la DGD			20 juin 2014 a été remembrée suivant	
par la mise en			décision n°2020 00103/MEF-SG 28 août	
place de comité		7	Octobre 2020. Les premiers ordres de	
de pilotage et			mission ont été signés le 31 mars 2021.	
d'évaluation			Ses missions concernent les	
conjoint			investigations à caractère économique	
périodique			et/ou financier en vue de l'élargissement	
			de l'assiette fiscale, de lutter contre la	
5 11			fraude et l'évasion fiscale. Ainsi les	
			membres de la brigade ont été reçus par	
			le Directeur Général des Impôts le 11	
			Février 2021 et par le Directeur Général	
			des Douanes le 18 Mars 2021. Les	
=			réunions de la brigade mixte se sont	
			alternativement tenues à la Direction	
			Générale des impôts et à la Direction	
			Générale des Douanes suite à un	4
			consensus de tous les membres de la	
			brigade.	
Élaborer les plans	Plans de communication	Réalisée	Le plan a été élaboré et mise en œuvre.	CRPC/DFLC
interne et externe	disponibles			
de				
communication				
sur la réforme				
organisationnelle				
à mettre en œuvre				
à la DGI				

Résultat attendu 2.1: Maîtrise confirmée de SIGTAS

Extrant 2.1.1: Méthodes standardisées pour le toilettage et le maintien des données sur les contribuables appliquées

	Evaluer la performance des indicateurs de gestion et faire les recommandations nécessaires.	 Nombre de structures contrôlées à distance Nombre de dysfonctionnem ents identifiés et corrigés Nombre de rapports de contrôle à distance 	Le nombre d'indicateurs de gestion évalués	Quatorze (14) structures opérationnelles on fait l'objet de contrôle à distance avec neuf (09) indicateurs. Les dysfonctionnements sont corrigés au fur et à mesure que les tableaux sont communiqués aux structures. Les rapports sont mensuels et ont réellement démarré au dernier trimestre de 2021.	Réalisée	Bureau d'Audit
	Élaborer la liste actualisée des contribuables actifs		Liste actualisée des contribuables actifs disponible	Réalisée	La liste actualisée des contribuables en fonction de leur régime d'imposition (synthétique, régime du réel, régime simplifié) a été mise en ligne.	CRPC /DI
Extrant 2		t des compétences des ago	ents sur SIGTAS effectué			
	Appuyer les services à utiliser les modules de vérification, contentieux et exonération	Nombre de rencontres tenues	Le planning des rencontres est disponible	Réalisée	Les modules de vérification, contentieux et exonération ont été mises à jour. Les services ont bénéficié des appuis nécessaires.	DI
	Organiser des rencontres thématiques par poste de travail avec les services opérationnels et les contribuables	Le nombre de rencontres est tenu	Le planning des rencontres est disponible	Réalisée	Des rencontres ont été organisées sur l'analyse des restes à recouvrer dans SIGTAS, sur le déploiement des télés services.	DI

	Livrer toutes les	La liste des	Le module télé services est	Réalisée.	Tous les contribuables de la DGE et	DI
	fonctionnalités de SIGTAS	fonctionnalités	disponible dans SIGTAS	La télé déclaration et le télépaiement sont opérationnels dans SIGTAS	certains contribuables des CIME utilisent les télés services.	
sultat	attendu 2.2: Amélic	oration accentuée de l'imi	natriculation des contribuab	les dans SIGTAS		o de la companya del companya de la companya del companya de la co
trant 2	2.2.1: Gestion de l'in	mmatriculation du contri	buable améliorée			
	Interconnecter la structure qui créé le NINA avec les services utilisateurs	Le nombre de structures interconnectées	Les structures utilisatrices du NINA sont interconnectées	Les services du MEF, l'API, l'INPS sont interconnectés	L''ANPE, le Tribunal du commerce ne sont pas encore connectés.	DI
	Attribuer un NINA à tous les contribuables déjà identifiés par le NIF	Le nombre de contribuables ayant reçu un NINA	Tous les contribuables immatriculés possèdent un NINA	Non réalisée	Les recommandations de l'étude sur la migration du NIF vers le NINA ne sont pas mises en œuvre.	DI
	Procéder au chargement du NINA dans les applications informatiques des services utilisateurs	Le nombre de services utilisant le NINA	Liste des applications concernées	Non réalisée	Les recommandations de l'étude sur la migration du NIF vers le NINA ne sont pas mises en œuvre.	DI
	Informer les contribuables du transfert du NIF vers le NINA	Le plan de communication est disponible	Nombre de communications	Non réalisée	Les recommandations de l'étude sur la migration du NIF vers le NINA ne sont pas mises en œuvre.	DI
	Élaborer les plans de communication (interne et externes) sur l'immatriculation améliorée des contribuables		Plan de communication disponible	Réalisée	Une fonctionnalité a été développée dans SIGTAS à cet effet Rendre obligatoire l'adhésion à e-impôt améliorerait d'avantage l'immatriculation des contribuables.	CRPC/DI

Élaborer les plans		Aucun	Non réalisée	En attente d'une mise à jour à faire dans	CRPC /DI
de communication (interne et		, takan	Troil realisee	SIGTAS en adéquation avec le système de l'API pour rendre opérationnel le transfert du NIF vers le NINA.	CRFC/DI
externes) sur transfert du NIF vers le NINA			,	Un cadre de travail a été créé pour voir la faisabilité de cette Loi. Les discussions sont en cours.	
	040		es exonérations fiscales et	des émissions des impôts dans SIGTAS	111
	ement des exonérations fi				
Elaborer la stratégie d'encadrement des exonérations fiscales	Le texte encadrant les exonérations fiscales est élaboré	Le texte encadrant les exonérations fiscales est disponible	Réalisée	L'instruction relative à l'octroi des exonérations fiscales a été prise	DLFC
Informatiser l'octroi des exonérations fiscales	La procédure d'octroi des exonérations fiscales est informatisée	La procédure d'octroi des exonérations fiscales est disponible	Réalisée	La procédure informatisée d'octroi des exonérations fiscales a été élaborée	DLFC
la mise en œuvre du dispositif		Le point de la mise en œuvre du dispositif régissant les exonérations fiscales et douanières est disponible	Réalisée	Le personnel chargé du traitement des demandes d'exonération fiscale a été initié à l'utilisation de la procédure dans le système d'information de la Direction Générale des Impôts	DLFC
Valider le guide de contrôle des sociétés minières		Le guide de contrôle des sociétés minières est disponible	Réalisée	180 guides de contrôle des sociétés minières ont été mis à la disposition du personnel	DLFC
Elaborer le rapport sur les exonérations dans SIGTAS	Disponibilité du module d'exonération	Le rapport sur les exonérations est disponible	Le module des exonérations fiscales est disponible dans SIGTAS L'instruction sur le traitement des exonérations a été	Les agents de la DLFC et des services opérationnels ont bénéficié de la formation et des appuis rapprochés.	DI

	Élaborer le plan de communication et une stratégie d'encadrement des exonérations	Textes disponibles diffusés	Réalisée	Tous les documents sur l'exonération sont validés Le plan de communication a été élaboré mais n'a été pas mis en œuvre.	CRPC/DFLC
	Établir la liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS	Liste des agents disponible	Réalisée	La liste des agents à former a été fournie par le Directeur de la LFC. La formation a été donnée aux agents concernés par la DI.	DFLC
	Élaborer le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS	Disponible mais n'a pas été intégrée dans l'intranet	Réalisée	Un stock important d'arrêtés d'exonération existe dans les structures opérationnelles. Lors de réunion de direction des 13 et 20 décembre 2021 des décisions fortes ont été prises par le DGI. L'échéance pour achever les corrections avait été fixée au 31.12.2021.	DPFP
	Évaluer la situation des exonérations attribuées	Situation des exonérations attribuées évaluée	Réalisée		DFLC
>	Diffuser la liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS	La liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS disponible	Réalisée	La formation a concerné dans un premier temps les agents de la DLFC au niveau central ensuite les agents en service au niveau de la Division Contentieux Fiscal de la DID.	DFLC

	Diffuser le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS	Le calendrier de formation a fait l'objet d'une diffusion en version papier et à travers le site intranet.	Le texte est disponible	Réalisée	La formation a concerné dans un premier temps les agents de la DLFC au niveau central ensuite les agents en service au niveau de la Division Contentieux Fiscal de la DID.	DFLC
	Soumettre aux taux réduits de TVA certains produits	L'exonération fiscale est encadrée. Certains produits sont à soumettre au taux réduit de la TVA	Le projet de texte soumettant certains produits au taux réduit de la TVA est disponible	Réalisée	Dans l'Annexe fiscale à la loi des Finances pour l'exercice 2022, certains biens qui étaient exonérés ont été soumis au taux réduit de TVA.	DLFC
	Asseoir une véritable fiscalité foncière	Le projet de loi instituant une véritable taxe foncière est élaboré	Le projet de loi instituant une véritable taxe foncière est disponible	Réalisée	La Direction nationale des Domaines a élaboré un projet de loi sur la taxe foncière.	DLFC
Extrant 2	.3.2: Prise en charg	ge des erreurs d'émissions	s effectuée			
	Établir la liste des problèmes d'émissions issus de SIGTAS	Nombre de problèmes d'émission relevés dans SIGTAS	Une liste de 14 problèmes intégrée dans l'intranet	Réalisée	La liste des erreurs a été diffusée dans l'intranet ainsi que les solutions pour les résoudre	DI
	Prendre en charge la gestion des erreurs d'émission dans SIGTAS	Nombre d'erreurs d'émission dans SIGTAS	Nombre d'erreurs d'émission dans SIGTAS prise en charge	Réalisée. 8 points spécifiques de blocage liés aux erreurs d'émission ont été pris en charge dans SIGTAS 3.0	La liste des erreurs est diffusée dans l'intranet au fur et à mesures que les problèmes soulevés sont résolus, la diffusion est faite à travers l'intranet	DI

Diffuser le calendrier des agents à former à la correction des émissions dans SIGTAS Editer la liste des	Calendrier des agents à former à la correction des émissions dans SIGTAS diffusé	Réalisée	Cette formation a concerné les Chefs Divisions, gestionnaires, receveurs et agents de poursuite de la DGE également les chefs de centre, chefs gestion, gestionnaires, Receveurs et agents de poursuite de la DID.	DI/CRPC
erreurs d'émissions	Liste des erreurs d'émission éditée	Réalisée		Structures d'assiettes
Corriger les erreurs d'émissions	Nombre d'erreurs d'émissions corrigé	Réalisée		Structures d'assiettes
sultat attendu 2.4: Recouvrement amél trant 2.4.1: Mise à jour des méthodes d				-
Compléter les méthodes et procédures de recouvrement	Procédures de recouvrement dans SIGTAS complétée	Réalisée	La procédure de recouvrement dans SIGTAS a été complétée.	SDI
Diffuser les procédures et méthodes de recouvrement	Procédures et méthodes diffusées	Réalisée	Les procédures et méthodes de recouvrement dans SIGTAS n'a pas été mise à la disposition de la CRPC pour être diffusée	SDI/CRPC
Mettre en place un dispositif d'apurement des RAR		Réalisée	Le processus de toilettage est permanent.	CAR
	orée des nouvelles technologies dans la ges	stion des impôts	el .	
trant 2.5.1: Systèmes informatiques for	nctionnels			
Adapter l'infrastructure réseau	L'architecture cible du réseau est élaborée	Le réseau est fluide et accessible		DI

	Faire le diagnostic de l'infrastructure réseau	Le rapport du diagnostic est disponible	Des améliorations ont été apportées sur le réseau		DI
n g sol Zasi	Mettre en œuvre les recommandations sur l'infrastructure réseau	Les recommandations formulées sur le réseau ont été mises en œuvre	Le rapport d'étude sur le réseau est disponible		DI
	Adapter l'infrastructure télécom	L'architecture des équipements et liaisons télécom	Les contrats avec les différents prestataires sur les équipements télécom ont été renouvelés		DI
	Faire le diagnostic de l'infrastructure télécom	Le rapport du diagnostic est disponible	Les améliorations apportées sur les liaisons sont disponibles	, ,	DI
	Mettre en œuvre les recommandations sur l'infrastructure télécom	Les recommandations sur la mise en œuvre de l'infrastructure télécom sont disponibles	Le rapport d'étude sur le réseau est disponible		DI
	Mettre en œuvre les recommandations	La stratégie de mise en recommandations	Les recommandations sur le réseau télécom ont été mises en œuvre		DI
	Mettre à niveau la salle serveur	Le schéma cible de la salle serveur est disponible	La salle serveur répond aux normes et bonnes pratiques en vigueur		DI
	Identifier les travaux requis pour la mise à niveau de la salle serveur	Liste des besoins de modernisation et d'optimisation de la salle serveur	L'architecture cible de la salle serveur est disponible		DI

	Poursuivre les		Le listing des travaux à	Les travaux de		DI
	travaux de		réaliser	modernisation de la salle		Di
	modernisation de			serveur ont été finalisés		
	la salle serveur			et réceptionnés		
=	Assurer la veille		Les équipements sont	Les équipements sont	E E	DI
	technologique		renouvelés	renouvelés selon les		
				normes de bonnes		
	V1	The second secon		pratiques		
	Identifier le matériel obsolète		La liste du matériel obsolète			DI
	materiel obsolete			équipements obsolètes a		
				été réalisé		
	Elaborer un plan		Le plan de renouvellement	Le plan de		DI
	de		est validé	renouvellement élaboré		
	renouvellement			est validé		
	Exécuter les		Les équipements sont	Le plan de		DI
	plans de		réceptionnés	renouvellement des		
	renouvellement			équipements a été réalisé	*	
	Faire l'audit du		Le planning de l'audit est	Non réalisé		DGI
	réseau électrique		élaboré et validé			201
	dans les					ş-
	bâtiments de la	,		6 9	pl.	×
	DGI à Bamako et					
	dans les régions		4			
	Mettre en œuvre			Non réalisé		DGI
	les					
	recommandations		-		8	
	de la mise en					
	conformité du					
	réseau électrique					

	Rendre opérationnelles les nouvelles fonctions (vérification- gestion du contentieux- gestion de l'exonération) de		-la fonction vérification est opérationnelle ; -la fonction gestion de l'exonération est validée	Réalisée	Les fonctions vérification, contentieux et exonérations sont opérationnelles dans SIGTAS.	DI/DREAV
Extrant 2	SIGTAS5.2: Informatisati	on des structures complé	tées			
-	Connecter les sites de Koulikoro, Sikasso, Bougouni, Koutiala et Niono.	Contrat de prestation pour la connexion des sites	Les sites sont connectés au niveau de la DGI	Les travaux du site de Sikasso ont démarré mais n'ont toujours pas été finalisés	En cours	DI
	Mettre en place les données de base	Plan de collecte des données de base	Le nombre de dossiers et comptes créés dans SIGTAS	Aucun	Réalisée	DI
	Configurer et installer les équipements	Liste des équipements	Les équipements sont disponibles	Aucun	Réalisée	DI
	Former les utilisateurs	Plan de formation	La liste des acteurs à former	Aucun	Réalisée	DI
	Communiquer sur l'informatisation des structures de Koulikoro, Sikasso, Koutiala, et Bougouni		Informatisation de 3 Structures à compléter		Aucune information à diffuser concernant les 3 structures ciblées. Il reste la pose du réseau ondulé, du réseau informatique ; le compteur moyenne tension et l'onduleur pour compléter et rendre opérationnelles les 3 structures.	CRPC

Élaborer la liste des agents à former aux procédures		Aucun	Non réalisée		Structures
Diffuser le calendrier de formation des agents.	4	Aucun	Non réalisée		CRPC
Faire l'actualité relative aux nouveaux centres informatisés		Aucun	Non réalisée		CRPC
ant 2.6.1: Gestion du dé	lai de traitement des doss	iers d'une réclamation amél	iorée		
rant 2.6.1: Gestion du dé	lai de traitement des doss	iers d'une réclamation amél	iorée		
Actualiser les normes de la DGI (celles de traitement des dossiers de	lai de traitement des doss	38 normes sont actualisées, sous 8 grandes rubriques. Elles sont diffusées à l'interne et à l'externe	iorée Réalisée	Les normes sont validées et diffusées via intranet et internet. La norme de traitement des dossiers de réclamation est fixée à 60 jours.	СОМ
Actualiser les normes de la DGI (celles de traitement des	lai de traitement des doss	38 normes sont actualisées, sous 8 grandes rubriques. Elles sont diffusées à		intranet et internet. La norme de traitement des dossiers de	СОМ
Actualiser les normes de la DGI (celles de traitement des dossiers de réclamation	lai de traitement des doss	38 normes sont actualisées, sous 8 grandes rubriques. Elles sont diffusées à		intranet et internet. La norme de traitement des dossiers de	COM

de traitement des réclamations entre les intervenants	des réclamations est réparti entre les intervenants	disponible	Réalisée	Le tableau de répartition du temps de traitement des réclamations a été remis aux intervenants	
Traiter les dossiers de réclamation dans SIGTAS	Traitement des réclamations dans SIGTAS effectué	L'application est disponible	Réalisée		DI/DLFC
Corriger systématiquemen t les erreurs d'émission des contribuables	Gestion du traitement des D.O dans SIGTAS informatisé	Liste des agents à former	Non réalisée		DI/DLFC
Evaluer le stock de D.O par structure	stock de D.O par structure	Liste des agents à former	Non réalisée		DI/DLFC
	et capacités des agents du	BAC développées selon le ge	enre La DGE utilise la télé		DI
télé déclarations et les téléconsultations		téléconsultations sont disponibles	déclaration		Di
Former les agents et les contribuables sur les télé déclarations et téléconsultations		La liste des agents à former est disponible	Les agents de la DGE et certains contribuables ont été formés sur les télé déclarations et téléconsultations		DI
Mettre en production les télé déclarations et téléconsultations		La décision de mettre en œuvre les télé services est validée	Les fonctionnalités de télé déclarations sont opérationnelles dans SIGTAS		DI

	Rendre les télé services opérationnels	Les contribuables de la DGE sont informés de la disponibilité des télés services	Une cinquantaine de contribuables de la DGE utilise les télés déclarations et téléconsultations		DI
	Élaborer le plan de communication pour les agents des BAC	Nombre d'agents de BAC concerné	Non réalisée	Aucune liste n'est disponible ; L'activité n'a pas débuté en raison des multiples affectations de personnel survenues.	CRPC
	Établir la liste des agents titulaires du BAC à former selon le genre	La liste disponible doit être actualisée	Non réalisée	La valorisation du métier de préposé au BAC est une condition préalable pour la réussite des activités BAC	Structures d'assiettes
	Diffuser le calendrier de formation des agents du BAC	Le calendrier n'est pas disponible	Non réalisée		CRPC
	Diffuser la décision de valorisation de la fonction service aux contribuables	Aucune décision nouvelle n'est disponible	Non réalisée	Malgré l'existence d'une disposition relative à l'intéressement des agents, la motivation fait défaut. Les dispositions actuelles méritent d'être révisées pour valoriser la fonction du BAC. Par exemple en faire un passage obligé pour la promotion aux postes peut résoudre le problème	CRPC
rant	2.7.2: Nouveau services personna	alisés aux contribuables disponibles			
	Diffuser les outils de performance du BAC		-	Dans le cadre de la mise en œuvre de la GAR, un outil de performance peut être conçu et mis en œuvre, suivi d'une évaluation.	CRPC

Améliorer l'accueil au niveau des structures	4 bureaux d'accueil adéquatement aménagés (DGI-DGE-DID-CIME	En partie	La plupart de bureaux d'accueil nécessitent un réaménagement.	CRPC
Organiser le lancement officiel des télés services	112 955 Internautes ont consulté le site Web de janvier à décembre 2021 et 209 955 pages ont été visitées	Réalisée	Le site fait sa propre promotion depuis sa mise en ligne grâce à un bon référencement. Les rubriques les plus consultées sont : les impôts à payer, l'ITS, comment obtenir un NIF, la liste des contribuables actifs de la DGI. Les statistiques sont disponibles	CRPC
Diffuser le calendrier de formation pour les contribuables des CIME1 et CIME2	Aucun	Réalisée	Les centres de moyennes entreprises de Bamako (Rive droite et Rive gauche) ont officiellement démarré en Février 2021. Plus de 668 contribuables de la DGE ont souscrit à la solution télé-déclaration à la DGE et plus de 150 des CIME ont volontairement adhérer à la solution au 31 décembre 2021.	CRPC
Organiser les focus groupes pour informer les contribuables et les partenaires des CIME1 et CIME2 de la DIE		Réalisée	Avec le lancement de la télé déclaration à la DGE (obligatoire) et dans les CIME (facultatif); le répertoire des contribuables par structure est élaboré. Des informations ciblées sont partagées en fonction des attentes et besoins de chaque groupe.	CRPC
Diffuser les avantages du secteur informel	10 communications sur la mise en ligne de la liste actualisée des contribuables de la DGI	Réalisée	Cette liste est en cours de retraitement pour faciliter l'identification des régimes d'imposition de chaque contribuable. Une lettre signée du MEF devra rendre son utilisation obligatoire par toutes les structures pour s'assurer de la fiabilité des données sur les contribuables auprès de chaque administration utilisatrice du NIF (DGD, DNCTP, DNCC, DGMP, DGD, INPS, DGI, DNB, DNCF)	DI/CRPC

Organiser le lancement officiel des té services	lés	Internautes ont consulté le site Web de janvier à décembre 2021 et 209955 pages ont été visitées	Réalisée	Le site fait sa propre promotion depuis sa mise en ligne grâce à un bon référentiel. Les rubriques les plus consultées sont : les impôts à payer, l'ITS, comment obtenir un NIF, la liste des contribuables actifs de la DGI. Les statistiques sont disponibles	
Améliorer l'accueil au niveau des structures	4 bureaux d'accueil adéquatement aménagés (DGI-DGE-DID-DRI	En partie	, 1	La plupart de bureaux d'accueil nécessitent une rénovation et un réaménagement	DGI/CRPC
Diffuser le calendrier de formation po les contribua des CIME		Aucun	Non réalisé	Les centres de moyennes entreprises de Bamako (Rive droite et Rive gauche) ont officiellement démarré en Février 2021. Plus de 668 contribuables de la DGE ont souscrit à la solution télé déclaration à la DGE et plus de 150 des CIME ont volontairement adhérer à la solution au 31 décembre 2021.	CRPC
xtrant 2.7.3: Stratégi	e d'accompagnement des enti	reprises en difficulté opération	nnelle		
Faire une Cartographie risques Pour détecte précocement défaillance p les entreprise	la our	37 risques majeurs identifiés donnent des indices de détection des entreprises en difficulté	Réalisée	La cartographie des risques a été mise en place avec l'implication de toutes les structures et elle a été diffusée à travers l'intranet. Toutefois des allègements sont prévus dans le cadre des remises gracieuses par décision de dégrèvement en cas de difficulté	Bureau d'Audit

Révision	Revoir les droits	Les droits d'option au		Réalisée		DLFC
des		régime réel d'imposition		Realisee		DLFC
textes		pour les	_			(2)
fiscaux	d'imposition pour	soumissionnaires aux				
sur les	les	marchés publics sont				
petites	soumissionnaires	revus	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			
entrepris	aux marchés	. C v dis	2	0 10		
es	publics					
effectuée		Les Associations et ONG	La loi portant	Réalisée	L'Annexe fiscale à la loi de Finances pour	DLFC
		qui mènent des activités	assujettissement des	Realisee	2020 soumet à l'IS/IBIC les Associations	DLIC
			Associations et ONG qui		et ONG qui mènent des activités	
				-	commerciales ou qui sont attributaires de	
2.					marchés publics.	
	commerciales ou		attributaires de marchés		marches publics.	
	qui sont	. 13.13.13	publics à l'IS/IBIC est			
	attributaires de		disponible			
	marchés publics		dispositions			
		LA BASE TAXABLE DANS		REALISEE		DFLC
		LES SECTEURS MINIER		KEKEISEE		DIEC
		ET DE LA				
	SECTEURS	COMMUNICATION EST	*			
	MINIER ET DE LA	CONTRACTOR DE PROPERTO DE CONTRACTOR DE				
	COMMUNICATIO					
	N					
0						
Extrant 2	.7.4: Sécurisation e	t organisation de l'assista	nce comptable en entreprise	(CGA, experts comptable	s, commissaires aux comptes) effectives	L
		8	and company on our opense	(e or i, experts companie	s, commissaires aux comptes) effectives	
	Réviser le texte	Le texte de création des	Le projet de texte de création	Réalisée	Le projet de loi portant création des CGA	DLFC
	de création des		des CGA est disponible	remisee	a été transmis au Secrétariat Général du	DEFC
	CGA		and the map and the		Gouvernement pour l'organisation des	
					réunions interministérielles	
	Elaborer	Les différentes	Les différentes conventions	Réalisée	Total International Control	DLFC
	différentes		avec les différents acteurs	Rediffee		
	conventions avec		(CCIM, ONECCA,) sont			
	les différents	(CCIM, ONECCA,)	disponibles			
=	acteurs (CCIM,	sont élaborées				
	ONECCA,)					

			Le projet de texte instituant la procédure de certification des états financiers est disponible	Réalisée	L'Annexe fiscale à la loi de Finances rectificative pour 2020 a institué la procédure de certification des états financiers.	DLFC
	Diffuser les documents sur la création et l'opérationnalisat ion CGA opérationnels	Les textes et documents officiels sur l'opérationnalisation des CGA sont disponibles		Réalisée. 26 Centres de Gestion Agréés sont créés au Mali sous la forme associative	La création de CGA prévue sous la forme sociétaire est celle qui est opérationnelle. Un projet de directive fait dans ce sens est en cours d'approbation au conseil des Ministres de l'UEMOA. Une fois cette directive approuvée les CGA pourront être créés sous forme sociétaire et être opérationnels.	CRPC
xtrant 2	.7.5: Télé services (opérationnels à la DGI				
	Rendre les télés services opérationnelles à la DGI		Les télés services sont opérationnelles à la DGE	Plus de 668 contribuables de la DGE ont souscrit à la solution télé déclaration à la DGE et plus de 150 des CIME ont volontairement adhérer à la solution au 31 décembre 2021.	La télé déclaration est devenue obligatoire pour toutes les grandes entreprises (DGE) et optionnelle pour toutes les moyennes entreprises depuis le 1 ^{er} juillet 2021. Quant au télépaiement, il a démarré officiellement le 1 ^{er} janvier 2022. Pour des raisons stratégiques, il a provisoirement fait l'objet d'une suspension.	DI
	Elaborer un plan de communication sur les télé- services.	Une stratégie de communication adossée à un plan de communication est élaborée.	Le plan de communication comporte un volet relatif à la télé déclaration et un autre dédié au télépaiement.	Réalisée	Un communiqué diffusé suivant divers canaux porte sur le caractère obligatoire de la télé déclaration. Un communiqué en date de décembre 2021 informant les contribuables des mécanismes de fonctionnement et du lancement des télépaiements. En fin un communiqué de janvier 2022 informé les usagers de la suspension des télépaiements suite aux sanctions de la CEDEAO.	CRPC

Intensifier la communication avec les supports de communication produits	30 communications	Réalisée	Presse écrite, presse orale, internet, réseaux sociaux ont été utilisés pour véhiculer différents messages.	CRPC
Élaborer la stratégie de communication 2020- 2021 de la DGI	Les travaux de préparation de la stratégie de communication DGI 2021-2024 ont provisoirement été suspendus à raison en attendant les résultats de l'expert désigné par le MEF pour élaborer une stratégie globale, un plan de communication pour tout le département des finances.	Réalisée	Néanmoins la DGI dispose à ce jour de tous les éléments pour élaborer une stratégie de communication efficace et efficiente tournée vers le numérique.	CRPC
Améliorer les outils de communication	intranet et internet modernisés	Réalisée	Des expressions de besoin ont été faites pour obtenir l'accord de la hiérarchie à réaliser l'amélioration des outils de communication (GFA-envois de message sms par téléphonie, modernisation de l'autocom pour enregistrement vocal de message d'accueil, de sensibilisation au civisme fiscal, installation d'écrans pour faire passer les messages de sensibilisation, actualisation des panneaux et enseigne d'orientation et d'information, intégration de l'application géolocalisation des structures des impôts dans le site web,	

Extrant 2.8.2: Communication au contribuable intensifiée

*** = ***	Développer la communication de proximité		5 demandes de rencontre sont en cours de traitement pour sensibiliser des partenaires au civisme fiscal. Des rencontres se font en fonction des activités prévues mais pas dans un cadre légal prévu à cet effet	Réalisée	2 radios de la place, une association des directeurs de publication, un projet et une entreprise chinoise ont émis le vœu d'être informé sur la fiscalité et sur leurs droits et leurs devoirs.	CRPC	
	Créer un cadre formel de rencontre avec les partenaires en fonction du contenu des conventions qui lieront les 2 parties.		Des rencontres se font en fonction des activités prévues mais pas dans un cadre légal prévu à cet effet		L'élaboration des différentes conventions de partenariat pourra faire démarrer cette activité	CRPC	
	Actualiser des panneaux et enseignes lumineux d'identification des services de la DGI	Actualisation des panneaux et enseignes lumineux d'identification des services de la DGI		Réalisée	Les panneaux et enseignes lumineux des 02 CIME et du Centre VI ont été confectionnés et installés. Il en de même pour ceux des Centres I, II et V	CRPC	
	Elaborer un questionnaire de sondage du personnel sur la satisfaction par rapport à l'image de perception de la DGI et de ses services.			Non réalisée	Une fenêtre sondage en ligne existe sur le site intranet. Mais qui n'est pas utilisée, il y a lieu de faire sa promotion auprès des agents de la DGI.	CRPC	5

			0	
Créer un annuaire en ligne pour la mise à jour en temps réel des informations personnelles du contribuable.		Non réalisée	Le projet du centre d'appel téléphonique de la DGI n'a pas été réalisé faute de financement disponible.	
Orientation stratégique 3-Renforcer le pr	rofessionnalisme des agents comme étant	un préalable à la per	rformance	
orientation strategique o remoteer le pr	toressionnansine des agents comme étant	un preatable à la per	Tormanee	
Résultat attendu 3.1: Gestion améliorée d	es ressources humaines			
Extrant 3.1.1: Outils de gestion des ressou	urces humaines exploités			
Acquérir les nouvelles versions de Windev et Webdev	Disponibilité de Webdev	Réalisée	Les nouvelles versions de Windev et Webdev sont disponibles	DI
Former et mettre à niveau les développeurs sur les outils de développement (Windev et Webdev)	Le programme de formation et la liste des acteurs à former	Non réalisée	La formation des développeurs n'a pas pu être réalisée en raison de la pandémie du COVID-19	DI
Mettre à niveau le système intégré de gestion des ressources des ressources humaines (SIGRH), courrier, gestion des valeurs	Disponibilité des nouvelles versions des applications (SIGRH), courrier et gestion des valeurs	Réalisée	L'équipe de la SDI a procédé à l'actualisation du courrier dans le logiciel SIGRH. Les applications SIGRH), courrier, gestion des valeurs sont opérationnelles	DI

Former les utilisateurs sur les nouvelles fonctionnalités des applications		Le programme de formation et la liste des acteurs à former		Les utilisateurs du SIGRH, du courrier et la gestion des valeurs ont été formés par l'équipe de la SDI par la mise à disposition d'un informaticien au bureau du personnel.	DI
Déployer des nouvelles versions des nouvelles applications		Les nouvelles versions des applications sont disponibles	Réalisée	Les nouvelles versions des applications (SIGRH), courrier, gestion des valeurs sont déployées et opérationnelles.	DI
Diffuser régulièrement des informations issues du SIGRH			Non réalisée, car les structures concernées n'actualisent pas régulièrement leurs bases de données respectives concernant leurs personnels.	La performance de l'outil dépend de sa mise à jour en temps réel tant au niveau de la DGI qu'au niveau de chaque structure (DAGEC). Un mécanisme de suivi responsabilisant tous les acteurs doit être de rigueur et le SIGRH doit être accessible à tous les acteurs concernés.	CRPC
Rendre opérationnelle la nouvelle version de SIGRH	Disponibilité d'outils GRH	Nombre d'outils de GRH implanté	Réalisée	Les utilisateurs sont identifiés et formés La réalisation de cette activité est liée au processus d'informatisation de la DGI	DI
Mettre à jour les nouvelles informations se rapportant à la situation des agents	Base de données nouvelles sur les agents constituée	Nombre de dossiers mis à jour	Logiciel de GRH renseigné	Tâche permanente	DI
Rédiger un rapport périodique sur les données du SIGRH	Disponibilité des données	Nombre de rapports collectés		Non réalisée	DI/DPFP

* * * * * * * * * * * * * * * * * * *	Implanter SIGRH dans les nouvelles structures informatisées	Identification des nouvelles structures	Nombre de structures nouvelles identifiées	Logiciel de GRH implanté et renseigné	Non réalisée	DI/DGI
	Identifier les nouveaux besoins en matière d'utilisation du SIGRH	Recensement des besoins nouveaux	Nombre d'applications nouvelles identifiées	Les nouvelles applications sont installées	Non réalisée	DGI
	Créer un comité de relecture du plan de mobilité et de rétention du personnel de la DGI	Disponibilité d'un cadre de concertation	Nombre de réunions de suivi organisés	Les projets de textes sont élaborés	Les projets de textes ont été élaborés. Une proposition de révision du Décret portant Plan de Carrière des fonctionnaires des impôts est en cours d'examen.	DGI/DPFP/Synd icat
	Elaborer un outil d'évaluation du rendement des agents	Disponibilité d'un fichier d'évaluation du personnel	Nombre d'agents évalués	Guide d'entretien uniforme d'évaluation du personnel est élaboré	Non réalisée	DPFP
	Rédiger un rapport périodique sur les données de SIGRH	Disponibilité de rapport	Nombre de rapports collectés	Niveau de coordination et de supervision des rapports	Non réalisée	DPFP
	Déterminer les modalités d'évaluation du mérite des agents selon des critères quantitatifs ou qualitatifs	Disponibilité de fichier d'évaluation	Taux de traitement des dossiers et respect des délais de traitement	Un Bureau d'Etude est consulté	Non réalisée	DPFP

Créer un comité de relecture du plan de carrière et du statut particulier des agents du cadre des Impôts	Disponibilité d'un cadre de concertation	Nombre de réunions de suivi organisés	Les projets de texte sont élaborés	Une proposition de révision du Décret portant Plan de Carrière des Fonctionnaires des Impôts est en cours d'examen	DGI/DPFP/Syndicat
Diffuser le calendrier global des départs en congé		aucun	Non réalisée	Pas de maitrise globale des départs en congé par structure	DPFP

Adopter le plan d'intéressement des agents pour tenir compte des spécificités des structures de soutien	Disponibilité d'un cadre de concertation	Nombre de réunions de suivi organisés	Le projet de texte est élaboré	Non réalisée. Les échanges (Administration et Syndicat) sur le projet de texte ont été suspendus, en raison de la pandémie du COVID 19. Les travaux devraient reprendre dans un proche avenir.	DPFP
Implanter le logiciel SIGRH dans les nouvelles structures informatisées	Identification des nouvelles structures informatisées	Nombre de nouvelles structures informatisées identifiées	Le logiciel GRH est renseigné	Non réalisée	DPFP
Identifier de nouveaux besoins en matière d'utilisation du SIGRH	Recensement des besoins nouveaux	Nombre d'applications nouvelles identifiées	Les nouvelles applications sont installées	Non réalisée	DPFP

Résultat 3.2 Professionnalisme renforcé des agents

Extrant 3.2.1 Compétences et capacités des agents renforcées

	Elaborer un plan général de formation	Recenser les besoins nouveaux de formation des structures	Les besoins nouveaux de formation sont recensés	Le programme de formation de la DGI 2021 est disponible	Réalisée. Le plan général de formation de la DGI 2021 reflétant les besoins des structures a été élaboré et validé.	DPFP
7 g	Rendre effectif les règles de rotation du personnel, notamment ceux en contact régulier avec les usagers et effectuant des contrôles et vérifications	Disposition à prendre pour supprimer les situations de rentes et la collusion des agents avec les agents économiques	Nombre de décisions exécutées		En cours	DPFP
	Elaborer un outil d'évaluation du rendement des agents	Disponibilité d'un fichier d'évaluation du personnel	Nombre d'agents évalués	Guide uniforme d'évaluation du personnel est élaboré	Non réalisé	DPFP
	Renforcer les capacités des cadres sur la gestion du changement	Les capacités des cadres sont renforcées sur la gestion du changement	Nombre d'agents formés sur la gestion du changement	Capacités des cadres renforcées sur la gestion du changement	Réalisée. 3 cadres ont suivi le 1 ^{er} module de formation sur la gestion du changement au cours de la 1 ^{ère} quinzaine du mois de décembre 2021 dans le cadre d'un séminaire organisé par la DNTCP.	DPFP
	Renforcer les capacités des agents sur les outils de contrôle de 1 ^{er} et 2 ^{ème} niveaux.	Former les agents sur les outils existants et nouveaux (Audit et contrôle interne).	les agents sont formés sur les outils existants et nouveaux (Audit et contrôle interne).	Réalisée du 21 au 25 juin 2021.	19 agents ont été formés sur les outils existants et nouveaux (Audit et contrôle interne).	DPFP
	Rédiger un rapport périodique sur les données de SIGRH	Disponibilité de rapport	Nombre de rapports collectés	Niveau de coordination et de supervision des rapports	Non réalisée	DPFP
	Diffuser le programme de formation	Programme de formation disponible		Réalisée	Le programme de formation 2021 des agents de la DGI est disponible et a été diffusé.	DPFP

	Actualiser les délégations de signature			Réalisée	Les décisions relatives à la délégation de signatures en matière contentieuse ont été largement diffusées en version papier et sur le site intranet.	DPFP
DE.	Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie est diffusé			Non réalisée	Les rapports de manquement sont en général confidentiels	DPFP/CRPC
	Elaborer et mettre en œuvre le plan de communication sur le code de déontologie		Une campagne de communication multicanal est organisée	Réalisée	En plus de pages spécifiques réservées au code de déontologie dans chaque Numéro de la revue Impôt-Com, celui –ci est disponible sur le site intranet de la DGI comme sujet prioritaire.	CRPC/Bureau Audit
	Doter les structures en agents qualifiés conformément aux besoins	Disponibilité de textes conformément à la réorganisation de la DGI	Nombre d'agents formés	Les structures composant le nouvel organigramme sont dotées en RH	En janvier 2021, 150 agents, toutes catégories confondues ont été répartis entre les différentes structures de l'intérieur du pays. Tous les chefs de Divisions ont été nommés. Les actes de nomination des chefs de sections sont élaborés et soumis à l'appréciation du DGI.	DPFP
	Mettre en adéquation le profil des agents avec le contenu des postes de travail	Mettre à jour régulièrement les fiches de poste et le développement des outils de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	Nombre d'agents formés	Chaque agent a reçu sa fiche de poste, mise à jour. Un référentiel des emplois et des compétences est aussi disponible	En cours d'exécution.	DPFP
Extrant	3.2.3: Changement	de comportement avéré d	es agents envers les pratique	s déontologiques		
	Organiser les séances de sensibilisation sur le code de déontologie		Séances de sensibilisation sur le code de déontologie organisées.	Réalisée	Des séances de sensibilisation sur le code de déontologie ont été organisées à l'attention des agents.	CRPC

Revoir le module sur le code de déontologie dans la formation initiale (augmenter la durée de la formation et intégrer des exercices pratiques)	Code de déontologie revue	Réalisée	Le Code de Déontologie de l'agent des impôts a été revue à la suite d'un atelier organisé en décembre 2021 par l'OCLEI, et regroupant les responsables et agents des impôts et les responsables et cadres de l'Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI)	DPFP
Sensibiliser les agents au respect des règles déontologiques, renforcer les relations entre la DGI et ses structures opérationnelles à travers des rencontres périodiques	Les agents appliquent le code de déontologie et le code du contribuable vérifié	Réalisée		CRPC
Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie est diffusé	Aucune actualité à un manquement quelconque au code de déontologie n'a été diffusée	non .	Les rapports de manquement sont en général confidentiels	DPFP/Bureau Audit

Identifier des agents comme experts potentiels selon les besoins et leur structures d'attache (exemple les unités mixtes de la DGE)		Réalisée		DPFP
Former les agents selon les unités et les secteurs économiques		Réalisée		DPFP
ésultat attendu 4.1: Intégra	tion axée sur les résultats d	ans toutes les structures d	le la DGI	
		ans toutes les structures d	Les activités ont porté sur la formation des cadres et agents en GAR et la mise en place du système de suivi des résultats au sein des différentes structures de la DGI.	DPFP/DPES

de la Gardisponil	bles	Plan stratégique, plans opérationnels, cadre de mesure de rendement et plans de travail sont disponibles par structure. Les rapports périodiques sur l'exécution des plans de travail sont faits. trôle de 1 er et de 2 -ème nivere de sur l'exécution des plans de travail sont faits.	veau opérationnel-	Réalisée. Les outils de la GAR sont disponibles.	La principale difficulté rencontrée est et demeure la culture organisationnelle de l'administration publique, dans laquelle, il n'est pas toujours évident de maîtriser le facteur temps.	DPES/DPFP
ou révis outils d de 1 ^{er} e niveaux opératio	e contrôle et 2 ^{ème} connels	Confier aux responsables des services de gestion opérationnelle des actions de contrôle de premier niveau	Le nombre de rapports de contrôle de premier niveau déposés	Un seul rapport de contrôle de premier niveau déposé. Celui de la Cellule relations publiques et Communications.	Réalisée. Deux grilles de dépouillement de contrôle interne relatives au contrôle de la saisie des déclarations et à la prise en charge des dégrèvements ont été communiquées aux structures opérationnelles mais aucune n'a fait l'objet de traitement.	DPFP
Renford contrôle de 1 ^{er} n	e interne	Confier aux responsables des services de gestion opérationnelle des actions de contrôle de premier niveau	Le nombre de rapports de contrôle de premier niveau déposés	Réalisée en partie. Un seul rapport de contrôle de premier niveau déposé. Celui de la Cellule relations publiques et Communications.	Deux grilles de dépouillement de contrôle interne relatives au contrôle de la saisie des déclarations et à la prise en charge des dégrèvements ont été communiquées aux structures opérationnelles mais aucune n'a fait l'objet de traitement.	Bureau d'Audit
de 1 ^e ni	s de e interne veau pour rimestre et 2 ^{ème}					
		espectées et appliquées			,	
Respect procédu contrôle	ires par le					Bureau d'Audit

	Diffuser le rapport sur respect dans l'application des procédures		Une liste de 26 procédures dont 13 pour la communication interne et 13 pour la communication externe ont été dressées mais les procédures ne sont pas rédigées et validées en ce qui concerne la CC	Réalisée	Toutefois une actualisation des procédures doit être faite en raison de la nouvelle structure organisationnelle. Désormais érigée en Cellule de Communication et de Relations Publiques de nouvelles façons de faire seront rédigées.	СОМ
	Valider le projet de guide de contrôle des sociétés minières	Guide de contrôle des sociétés minières effectué	Le guide est disponible	Réalisée		DLFC
Extrant	4.1.4: Critères de ge	estion et de bonne gouve	rnance identifiés			
	Identifier les critères de bonne gouvernance		Critères jugés de bonne gouvernance sont identifiés	Réalisée	Respect des valeurs de la DGI, le travail d'équipe par une gestion concertée de tous les acteurs intéressés dans un dossier de communication, l'ouverture d'esprit aux critiques, à l'innovation dans le respect, l'attention au facteur humain et social, la valorisation de l'apprentissage et la transparence dans les informations, la participation aux activités de toutes les autres structures	DPFP/CRPC/CO M
	Respecter les procédures, les textes, les lois et la déontologie				Nécessité de renforcer les capacités des agents en matière de gestion axée sur les résultats	СОМ
	Appliquer les sanctions en cas d'inobservation des procédures, des textes, des règles, des lois et de la déontologie				Les sanctions sont appliquées, mais les décisions sont confidentielles.	COM

	Renforcer les capacités des cadres et agents sur les missions des nouvelles structures	Former les cadres et agents sur les missions des nouvelles structures	Nombre de cadres et d'agents formés sur les missions des nouvelles structures		Réalisée partiellement	DPFP
=	Mettre en place une commission chargée de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle	Adoption des textes portant sur la nouvelle organisation de la DGI	Nombre de rencontres effectué	L'organisation de la DGI est efficiente.	Réalisée. Le Décret N°0978/P-RM du 19 décembre 2019 fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DGI.	СОМ
	Adopter des systèmes automatiques de mesures des performances et évaluer périodiquement les agents	Mise en œuvre du plan de carrière afin de responsabiliser les agents et leur garantir des motivations à la hauteur de leurs performances	Nombre de décisions exécuté	Les propositions sont faites et exécutées	En cours	DPFP/COM
	Opérationnaliser les structures crées	Mettre en place les nouvelles structures et nouvelles divisions créées	Les besoins des nouvelles structures et nouvelles divisions créées sont identifiés et satisfaits.	Nombre de nouvelles structures mises en place Nombre de nouvelles divisions mises en place	Réalisée. La plupart des nouvelles structures et nouvelles divisions ont été mises en place. Toutefois, certaines des nouvelles structures ne fonctionnent pas correctement en raison du manque de locaux appropriés pour les abriter et de l'insuffisance d'équipements mis à la disposition de leurs personnels respectifs.	COM/DPFP
	Diffuser les textes du comité technique pour la mise en œuvre des nouveaux décrets		La décision de création du comité est disponible Les projets de décret sont disponibles	Réalisée	Les amendements aux décrets sont en cours en vue d'intégrer les omissions et observations	CRPC

Elaborer le plan	ayayın	Non-ut-1:-t-		CDDC
de	aucun	Non réalisée		CRPC
communication				
sur la réforme				
Diffuser les	Seule la loi d'abrogation de	Réalisée		CRPC
textes adoptés	la DME et de création de la	Realisee	•	CKFC
,	DGI sont adoptées			
Résultat attendu 4.3: Intégration effectiv	e d'une culture organisationnelle axée su	r le genre		
Extrant 4.3.1: Prise en charge de l'EFH	démontrée			2
Nommer un		Réalisée		DGI
chargé de l'EFH				
à la DGI		9.5		
(responsable des				
volets interne et				
externe de		2		2
l'EFH)				
Elaborer un état		N)	Toutefois, des rencontres ont été initiées	DGI
des lieux sur			en 2018	
l'EFH à la DGI				
en incluant une				
étude				
comparative des				
administrations				
publiques				
maliennes et				
régionales afin		\ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \	-	
d'y dégager les				
bonnes pratiques.			H.	

Mettre sur pied			Réalisée		DGI
un comité de		¥3			
l'EFH prenant en					
charge le genre à				*	
la DGI (études,					
dialogue sur le				*	
genre par des					
activités par des					
activités					
diverses).					
Renforcer les			Non réalisée	Toutefois, une tournée de sensibilisation	DGI/Coordinatr
capacités des				a été effectuée par la Coordinatrice au	ce genre
agents sur la				niveau de toutes les structures.	100
PNG et le					
concept genre					
Elaborer un plan	Le plan d'action sur	Le plan d'action est élaboré	Non réalisée.	Aucun plan d'action n'a été élaboré	DGI
d'action sur	l'intégration effective de	et disponible			
l'intégration	la culture				
effective d'une	organisationnelle axée		2		
culture	sur le genre est préparé		H		
organisationnelle					
 sur le genre	X 2 4 1' 1				
Organiser un atelier de	L'atelier de sensibilisation sur le		Non réalisée		DGI
ACHEROMAN ENGINEERING SAVANAS I					
	concept genre-fiscalité-				
le concept genre- fiscalité-	développement est				
développement	organisé				
 Veiller sur la	L'EFH est prise en		D (1: /		
prise en compte	compte dans les activités		Réalisée		DGI
de l'intégration	des structures de la DGI				
de l'EFH dans les	des su detuies de la DOI				
activités des					
structures de la			11 11		
DGI	1.0 = 1				

Diffuser les décisions de la DGI tenant compte du genre		Un point focal genre a été désigné par décision du DG Une désintégration des données permet de mettre en évidence l'apport des femmes et des hommes en matière de collecte des recettes fiscales	Réalisée	Lors de l'état des lieux de la DGI en matière d'EFH, il a été constaté l'absence de l'intégration effective d'une culture organisationnelle axée sur le genre. Certains textes et règlement fiscaux tiennent compte du genre	DGI
Encadrer les femmes candidates concours d'entrée à la nouvelle ENA			Réalisée	Une stratégie d'identification et d'accompagnement des femmes et filles potentiellement candidates aux concours de recrutement est disponible aux fins de les encadrer, les former à préparer les concours.	DGI
ant 4.3.2: Volet sur l'en	ntreprenariat féminin au M	Mali maitrisé	87		
Renforcer les capacités des cadres et agents sur le Leadership féminin	Former les cadres et agents sur le Leadership féminin	Des cadres et agents sont formés sur le Leadership féminin	Non réalisée	Toutefois, une sensibilisation a été effectuée.	DPFP
Diffuser les informations sur l'entreprenariat féminin est maitrisé		Aucun	Non réalisée	Ce travail nécessite l'obtention des statistiques de femmes entrepreneures enregistrées à la DGI. Difficile de le savoir s'il s'agit d'entreprises créées sous forme sociétaire	DGI

National de Transition Fiscale (PNTF).

La DGI a élaboré pour l'année 2019 un Plan de travail qui constitue la tranche annuelle du PS. La production du présent rapport entre dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du PS 2019-2021.



A. CONCLUSIONS:

La mise en œuvre des mesures issues des rapports d'assistance technique, notamment celles relatives à l'intensification des actions de recouvrement, à l'intensification de l'exploitation des renseignements Comité Mixte de Renseignement et d'Investigation Economique et Financière (CMRIEF) et le mécanisme de suivi rapproché institué par la Direction Générale ont beaucoup contribué à l'amélioration de la performance des structures chargées du recouvrement, et à l'atteinte des objectifs de recettes au 31 décembre 2020. Ces mesures seront aussi poursuivies et renforcées en 2021 pour l'atteinte des objectifs au 31 décembre 2021.

Bamako, le 27 Juillet 2022

Le Directeur général des Impôts

Mathias Konaté

de l'Ordre National